Initiatives ministérielles

Je pourrais m'opposer à ce qu'on apporte des changements au Règlement, mais nous ne débattons pas de ces changements à l'heure actuelle. Ce que je crains, et le député qui a posé la question en est conscient, je pense, c'est qu'on n'ait déjà contourné le Règlement. Les changements proposés au Règlement qui seront présentés à la Chambre plus tard aujourd'hui ou demain font en sorte qu'il sera beaucoup plus difficile pour moi-même ou pour un autre député qui s'oppose au gouvernement ou, encore, pour un groupe public de comparaître devant un comité législatif de la Chambre. Le Règlement est conçu de façon telle que ce sera plus difficile pour un député de l'opposition ou pour un simple député ministériel, comme on l'a souligné. D'ailleurs, selon le projet de Règlement, les comités législatifs n'entendraient même pas des groupes publics qui s'opposent à un projet de loi gouvernemental. Cette prérogative serait supprimée.

Ce qui s'est passé jeudi dernier à 17 h 50 témoigne malheureusement de la voie dans laquelle s'engage le gouvernement avec tous ces changements apportés au Règlement.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'observais mon collègue de Peace River de l'autre côté de la Chambre; je pense qu'il s'apprêtait à faire des commentaires sur la question importante soulevée par mon collègue de Churchill.

C'est à regret que nous voyons aujourd'hui les minutes s'écouler alors que nous devrions être en train de discuter de l'agriculture. À mon avis, celle-ci est le pivot de notre économie. Les agriculteurs se débattent. Il y a actuellement toute une série de problèmes qu'il faudrait régler de toute urgence dans certains secteurs de l'agriculture. Nous aimerions nous y employer, mais comme vous le savez sans doute, monsieur le Président, nous ne pouvons faire que ce que le gouvernement nous demande, c'est-à-dire discuter d'une tournure des événements assez particulière au sujet du projet de loi C-79.

Je dois dire, avant de parler de ce projet de loi, qu'à mon avis, le gouvernement essaie de faire un tour de passe-passe pour tromper la population canadienne. Après tout, je me souviens très bien de ce qui s'est passé jeudi dernier. Je prendrai seulement quelques instants pour expliquer les événements de ce jour-là car ceux-ci ont un rapport avec le débat d'aujourd'hui.

Jeudi dernier, nous discutons de l'agriculture. La discussion allait bon train, les échanges étaient excellents et j'ai assisté à l'un des débats les plus éclairés qu'il m'ait été

donné d'entendre depuis longtemps en cette Chambre; les intervenants montraient un véritable intérêt à l'égard de l'agriculture et semblaient déterminés à trouver une solution aux problèmes.

Nous avons convenu de terminer l'étape du rapport du projet de loi C-98. J'avais en quelque sorte proposé à mes collègues de conclure cette étape des travaux juste avant 18 heures, de façon qu'elle soit franchie et que nous puissions commencer à débattre de l'agriculture dès aujourd'hui, du moins c'est ce que nous pensions. Il semble malheureusement qu'il en ira autrement; en d'autres termes, nous avons essayé de faciliter les travaux de la Chambre en terminant le débat avant 18 heures pour permettre la tenue des votes nécessaires. Nous avons agi de bonne foi, ouvertement, honnêtement et positivement. Nous avons essayé de nous acquitter le mieux possible de nos fonctions d'opposition constructive et efficace.

Voilà maintenant que, tout à fait inopinément, on nous décoche un crochet du gauche.

Mme Mitchell: Un crochet du droit.

M. Riis: Le gouvernement nous décoche d'abord un crochet du droit, puis pense faire un tour de passe-passe pour bernier l'opposition, c'est-à-dire les Néo-démocrates. Il présente à l'improviste le projet de loi C-79. Il n'y a eu ni discussion ni consultation. Il l'a présenté tout à fait à l'improviste.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je dois faire remarquer à l'honorable orateur qu'une question de privilège a été soulevée par le député de Churchill et que le Président a déjà statué sur l'incident évoqué par le député, et que les règles de la Chambre avaient été suivies. Alors, j'invite donc le député de Kamloops à faire preuve de prudence dans ses propos.

[Traduction]

M. Riis: Monsieur le Président, le gouvernement s'en tient peut-être au Règlement, mais il a quand même essayé de nous duper. En effet, il a essayé à la dernière minute, tout juste avant la levée de la séance, de déposer un projet de loi quand personne ne portait attention. Personne ne portait attention. Je ne m'inquiète pas tellement de nous. Il y avait des députés de l'opposition ici, mais qu'en est-il de la population du Canada? C'est elle que le gouvernement tente de duper. Pas nous. Nous savons où nous en sommes dans tout cela.